

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Subdivision Lozère  
4 avenue de la gare – BP 132  
48 005 MENDE

MENDE, le 26/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28 septembre 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SARL SALLES et Fils**

Route DE MARVEJOLS  
48100 ST LEGER DE PEYRE

Références : 2022.OM.  
Code AIOT : 0006602109

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2022 dans l'établissement SARL SALLES et Fils implanté au lieu-dit "La Devèze" sur la commune de MARCHASTEL. L'inspection a été annoncée le 21/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection faite suite à un signalement portant sur une pollution de déchets de type plastique et le dépôt d'une cuve.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société : SARL SALLES et Fils
- Site situé au lieu-dit "La Devèze" sur la commune de MARCHASTEL
- Code AIOT : 0006602109
- Régime : Autorisation

La carrière est liée à une entreprise familiale de BTP (Terrassements et fourniture de sables, cailloux et granulats), l'exploitation du site est situé au lieu-dit "La Devèze" sur la commune de Marchastel. Il s'agit d'une carrière de sables et graviers à ciel ouvert.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Vérification des mesures prises suite à un signalement et décrites dans le courrier de réponse du 27 avril 2022 portant sur trois points :

- 1 : le traitement de la pollution signalée,
- 2 : la présence et traitement de cuves déposées,
- 3 : le suivi des déchets inertes et leur quantité.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Risque pollution	Arrêté Préfectoral du 09/02/2017, article 4.10.2	/	Sans objet
3	Déchets	Arrêté Préfectoral du 09/02/2017, article 6.2	/	Sans objet
4	Registre	Arrêté Préfectoral du 09/02/2017, article 6.3	/	Sans objet
6	Arrêt d'urgence	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4.9.4	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Déchets	Arrêté Préfectoral du 09/02/2017, article 6.2	/	Sans objet
5	Aires et cuvettes étanches	Arrêté Préfectoral du 09/02/2017, article 10.2.2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Suite à un signalement pour une pollution de type plastique lors des opérations de remblayage réalisées dans la carrière, une inspection a été programmée. Il a pu être constaté l'absence de la pollution signalée, la traçabilité des déchets de remblayage et du traitement des cuves. L'exploitant doit compléter/améliorer son dispositif de surveillance. Enfin une correction sur l'aire étanche est à apporter.

### **2-4) Fiches de constats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2017, article 4.10.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, plainte : Pollution (PVC, polystyrènes et autres)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Signalement :            Présence de plastique, PVC, polystyrènes et autre résidus de déchets du BTP non inertes affleurant le bassin d'eau qui se trouve dans l'emprise de la carrière.            ***</p> <p><b>Article 2.1 OBJECTIFS</b>            Les installations sont conçues, surveillées et exploitées de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, directement ou indirectement, notamment par la mise en oeuvre de techniques propres, économes et sûres.            (...)            L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour :            - limiter le risque de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations ;            (...)            Pour atteindre les objectifs rappelés ci-dessus, l'ensemble des installations est à minima aménagé et exploité dans le respect des conditions spécifiées dans le présent arrêté.            ***</p> <p><b>Article 6.3 DÉCHETS D'EXPLOITATION</b>            (...)            L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.            ***</p> <p><b>Article 4.10.2 INFORMATION CONCERNANT LA POLLUTION AQUEUSE</b>            Un registre spécial sur lequel doivent être notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.            Ce registre est archivé pendant une période d'au moins deux ans. Il peut être remplacé par d'autres supports d'information définis en accord avec l'inspecteur des installations classées.</p>
<p><b>Information :</b> L'inspection a effectué un tour des bassins afin de visualiser la présence de polluant.</p> <p><b>Constat :</b> Il n'est pas constaté la présence de polluant.</p> <p><b>Constat :</b> Il n'est pas référencé la survenue d'un incident de pollution sur un registre, l'exploitant indique ne pas avoir mis en place ce registre, conformément à l'article 4.10.2 de l'arrêté du PREFBCPEP2017040-0006 du 9 février 2017.</p> <p><b>Décision :</b> L'exploitant propose l'insertion d'une colonne d'information d'incident dans le registre d'admission des déchets inertes. <b>Délai :</b> 1 mois</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2017, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets industriels spéciaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            signalement :            Présence d'une cuve fioul ou de gasoil déposé au sol.            ***</p> <p><b>Article 62 DÉCHETS INDUSTRIELS SPÉCIAUX</b>            Les déchets industriels spéciaux sont éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs sont conservés au minimum pendant 2 ans.            Cette disposition concerne entre autre les déchets banals souillés par des produits toxiques ou polluants. Les huiles usagées et les huiles de vidange sont récupérées dans des cuves ou des récipients spécialement destinés à cet usage. Elles sont collectées par un ramasseur ou un éliminateur agréé.</p>
<p><b>Information :</b> L'exploitant indique qu'il s'agit de deux cuves.</p> <p><b>Constat :</b> Il est constaté, l'absence de ces cuves sur site, l'exploitant indique avoir procédé au retrait du site de ces dernières et les avoir transférées sur un terrain lui appartenant. Il indique les conserver pour un autre usage. La visite n'a pas permis de visualiser la présence de gasoil au sol. Le site abrite une cuve double paroi, en remplacement dans le hangar.</p> <p><b>Décision :</b> L'exploitant a remis son installation en conformité par le retrait de ces cuves.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2017, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Cuve neutralisée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 62 DÉCHETS INDUSTRIELS SPÉCIAUX Les déchets industriels spéciaux sont éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs sont conservés au minimum pendant 2 ans. Cette disposition concerne entre autre les déchets banals souillés par des produits toxiques ou polluants. Les huiles usagées et les huiles de vidange sont récupérées dans des cuves ou des récipients spécialement destinés à cet usage. Elles sont collectées par un ramasseur ou un éliminateur agréé.
<b>Information :</b> Une plainte antérieure de 2014 faisait état d'une cuve enterrée (simple enveloppe). La visite a permis de vérifier la situation de cette cuve.  <b>Constat :</b> il est constaté la neutralisation par béton de cette dernière. Il n'est pas démontré, en l'état, la dépollution effectuée avant neutralisation de cette dernière, conformément à l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral n° PREFBCPEP2017040-006 du 9 février 2017.  <b>Décision :</b> L'exploitant transmet à l'inspection la justification démontrant la procédure de dépollution effectuée de cette dernière avant sa neutralisation par béton. <b>Délai : 1 mois</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2017, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Remblayage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 6.3 DÉCHETS D'EXPLOITATION (...) L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.
<b>Constat :</b> L'exploitant a mis en place un registre qui doit être complété par l'ajout d'une colonne "incident" comme vu au point n°1 de ce rapport, mais également d'une colonne de contrôle visuel qui doit être effectué sur site.  <b>Décision :</b> l'exploitant transmet le registre modifié de l'année 2022 à l'inspection. <b>Délai : 1 mois</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 5 : Aires et cuvettes étanches

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2017, article 10.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aires étanches
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 10.2.2 AIRES ET CUVETTES ÉTANCHES Le ravitaillement et l'entretien courant des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le gros entretien est réalisé à l'extérieur du site. (...) *** Article 4.8 RAVITAILLEMENT ET ENTRETIEN DES VÉHICULES ET ENGINS Le ravitaillement, l'entretien courant et le lavage des véhicules et autres engins sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée par un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels à un débourbeur/déshuileur correctement dimensionné.
<b>Constats :</b> Information : l'aire étanche en place incurvée vers le centre présente une sortie en ce même point amenant les écoulements vers une couche de sable sous la dalle.  <b>Constat :</b> La dalle en place de par sa conception ne permet pas son étanchéité conformément à l'article 10.2.2 de l'arrêté préfectoral n° PREFBCPEP2017040-0006 du 9 février 2017.  <b>Constat :</b> L'article 4.8 prescrit la mise en place d'un débourbeur/déshuileur. Cette installation n'a pas été développée dans le dossier d'autorisation présenté à l'enquête publique.  <b>Décision :</b> Cette prescription doit être justifiée à défaut d'être qualifiée d'inadaptée. Il est proposé à l'exploitant soit de mettre en place ce dispositif relié à l'évacuation en place (courriel du 26/10/2022) afin de se conformer à l'article 4.8 de l'arrêté préfectoral n° PREFBCPEP2017040-0006 du 9 février 2017, soit de déposer un porter a connaissance (PAC) justifiant la non-nécessité d'un tel dispositif sur ce site qui le cas échéant pourra faire l'objet d'une modification de prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 6 : Arrêt d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4.9.4
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Arrêt d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1 (Modifié par ARRÊTÉ du 11 mai 2015 - art. 34) Les installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434 sont soumises aux dispositions de l'annexe I. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations. Les dispositions du présent arrêté applicables aux liquides inflammables sont également applicables aux liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, aux fiouls lourds et aux pétroles bruts. *** Arrêté du 19/12/2008 Annexe I 4.9.4. Dispositifs de sécurité (...) Pour les cas d'une exploitation en libre-service sans surveillance, l'installation de distribution ou de remplissage est équipée : - d'un dispositif d'arrêt d'urgence situé à proximité de l'appareil permettant de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution ; (...)
<b>Constats : Constat :</b> Il n'est pas constaté la présence d'un tel dispositif, il est échangé de la possibilité de mettre en place un dispositif d'arrêt d'urgence sur l'installation électrique sur lequel est relié la station de ravitaillement.  Cet écart constitue une non-conformité aux prescriptions de l'article 4.9.4 de l'arrêté du 19 décembre 2008.  Décision : l'exploitant met en place un dispositif d'arrêt d'urgence de l'installation électrique alimentant la station de ravitaillement, pour se conformer à l'article 4.9.4 de l'arrêté du 19 décembre 2008. Délai : 1 mois
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet